

**Unité départementale
du Havre**

Le Havre, le 25 juillet 2023

Équipe territoriale

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRISTAL UNION (ex. SVI/ex.SAFBA)

Route d'Arcis-sur-Aube
10700 Arcis-sur-Aube

Références : 20230627_VI_CRISTAL UNION_AN_III2A1_silos

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement CRISTAL UNION (ex. SVI/ex.SAFBA) implanté 555, rue de la Sucrierie 76400 Colleville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Silos".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL UNION (ex. SVI/ex.SAFBA)
- 555, rue de la Sucrierie 76400 Colleville
- Code AIOT : 0005800307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Colleville est une installation de stockage de sucre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale III2A1_Silos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un délai de 6 mois à réception de la lettre de suite préfectorale pour répondre à la demande de l'inspection des installations classées concernant la conformité de ses installations électriques. Passé ce délai, il pourra être proposé à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure la société CRISTAL UNION.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
Constats : La personne responsable des silos est nommément désignée et a présenté à l'Inspection des Installations Classées (IIC):- son attestation de formation initiale "Responsable silo", réalisée le 13/09/2017;- son attestation de recyclage pour cette même formation, réalisé le 22/06/2023. Un adjoint, récemment embauché, a effectué sa formation initiale le 07/03/2023. Le plan de formation, édité chaque année postérieurement à la réalisation des entretiens individuels, est piloté depuis la plateforme numérique de gestion des ressources humaines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification après travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
Constats : La conduite des installations du site (consignes, procédures, programmes de maintenance) est gérée sur l'intranet du groupe CRISTAL UNION. Le jour de l'inspection, l'IIC a pu consulter la version V4 du 11/09/2020 des procédures "Exploitation silo" comprenant, notamment, les bonnes pratiques agroalimentaires, les consignes d'exploitation lors de la mise en service, en marche normale et lors d'arrêts intempestifs. Des fiches réflexes décrivent les procédures à suivre en cas d'incident/accident sur les problèmes les plus fréquents ou susceptibles de se produire. Le programme de surveillance des installations porte principalement sur l'installation de conditionnement d'air, le système de dépoussiérage et le système de nettoyage centralisé. La gestion des interventions est assurée par GMAO (SAP) via la génération automatique d'ordres de travail (OT) supervisée par le service méthode du groupe. Le personnel de CRISTAL UNION effectue, en outre, une tournée générale journalière des installations en service. Ces contrôles quotidiens sont formalisés par des formulaires "ronde silo" archivés dans un classeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Les travaux par point chaud (soudure, meulage, perçage, découpage) devant être effectués font l'objet de permis de feu. Les interventions internes nécessitent l'existence d'un OT et la réalisation d'une analyse des risques. Les interventions externes sont soumises à un plan de prévention stipulant le mode opératoire envisagé ainsi que la prise en compte des risques. Le permis de feu émis est un document carboné comprenant un feuillet exploitant, un feuillet intervenant et un feuillet de clôture. Il précise notamment l'habilitation requise de l'intervenant, les risques identifiés lors de l'analyse préliminaire et les consignes à respecter lors de l'intervention. Une ronde, à minima, est effectuée 2h après la fin de l'intervention. Les travaux par point chaud sont autant que possible réalisés lors des arrêts techniques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits (transporteurs à bande, élévateurs...) sont équipés des équipements suivants:- sondes de bourrage- détecteurs de déport de bande- contrôleurs de rotation- sondes de températures (paliers)- double asservissement du système de dépoussiérage- détecteurs de surintensité (moteurs)- supprimeurs d'explosion. Un report d'alarme est mis en place en cas d'incidents en dehors des horaires d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Les transporteurs de produit sont équipés de bandes non propagatrices de flamme soit en caoutchouc, soit en PVC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport du contrôle de ses installations électriques réalisé par l'APAVE en novembre 2022. Plusieurs non-conformités y sont mentionnées, dont certaines concernent des équipements inaccessibles. Le rapport Q18 associé à ce rapport conclue au risque d'incendie/explosion présenté par l'installation.</p> <p>L'IIC a pu constater la prise en compte par l'exploitant des observations/non-conformités relevées par l'APAVE dans son rapport: un tableur excel reprend l'ensemble de ces observations, et chacune d'entre elles donne lieu à un OT décrivant l'intervention à réaliser pour revenir à la conformité, ainsi que l'échéance associée. Les non-conformités conduisant au rapport Q18 non-conforme portant sur des équipements inaccessibles ou des points non-contrôlés du fait de l'impossibilité de couper certaines installations, l'exploitant s'est engagé à réfléchir avec l'APAVE à une organisation permettant la réalisation de ces points de contrôle.</p> <p>De fait, l'IIC ne propose pas à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant sur ce sujet.</p> <p><u>Demande n°1:</u> L'exploitant prend toute mesure nécessaire à la mise en conformité de ses installations électriques et transmet à l'inspection des installations classées un rapport Q18 conforme dans un délai de 6 mois à compter de la lettre de suite préfectorale jointe au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois